



Le Tam-Tam du Garlaban



n° 22

Bulletin du Groupe Peuples Solidaires du pays d'Aubagne

Mai 2012

Initiatives

Ce printemps, vous pourrez :

- marcher et écouter lors de notre balade contée de printemps le **dimanche 20 mai** à Belcodène
- participer à la campagne «juste fruit» !
- participer à la quinzaine du commerce équitable du **12 au 27 mai**.

Dimanche 20 Mai Balade contée à Belcodène



Venez randonner avec un accompagnateur, des chanteurs, des musiciens et des conteurs d'Afrique et de Méditerranée dans les collines de Belcodène et venez découvrir les oppida celto-ligures.

Rendez-vous 9h30

devant le theatre de Belcodène

(voir plan page 2)

Participation adulte : 10€

Tel : 04.91.271.332

N'oubliez pas boisson, pique-nique et de venir bien chaussés !

Nous tenons à remercier toutes les personnes ayant signé pour la Campagne «jouets» sur le marché d'Aubagne

Vous recevez le Tam-Tam du Garlaban par la poste et par mail, faites en profiter un ami ou un voisin !



Editorial



Quand vous lirez ce numéro 22 (et oui déjà) du Tam-Tam du Garlaban, le 1er tour des présidentielles sera passé. Le nouveau président, on peut l'espérer, reconnaitra le droit aux populations des «pays du Sud» de décider par elles-mêmes de l'avenir de leur pays, prendra des mesures pour aider à leur développement sans pillage de leurs ressources premières ni de leurs terres. Ce sont en effet leurs populations qui souffrent encore plus que nous de la crise mondiale. Un autre monde est à construire. Nos actions même minimes vont dans ce sens, soyons toujours plus nombreux.

Sommaire

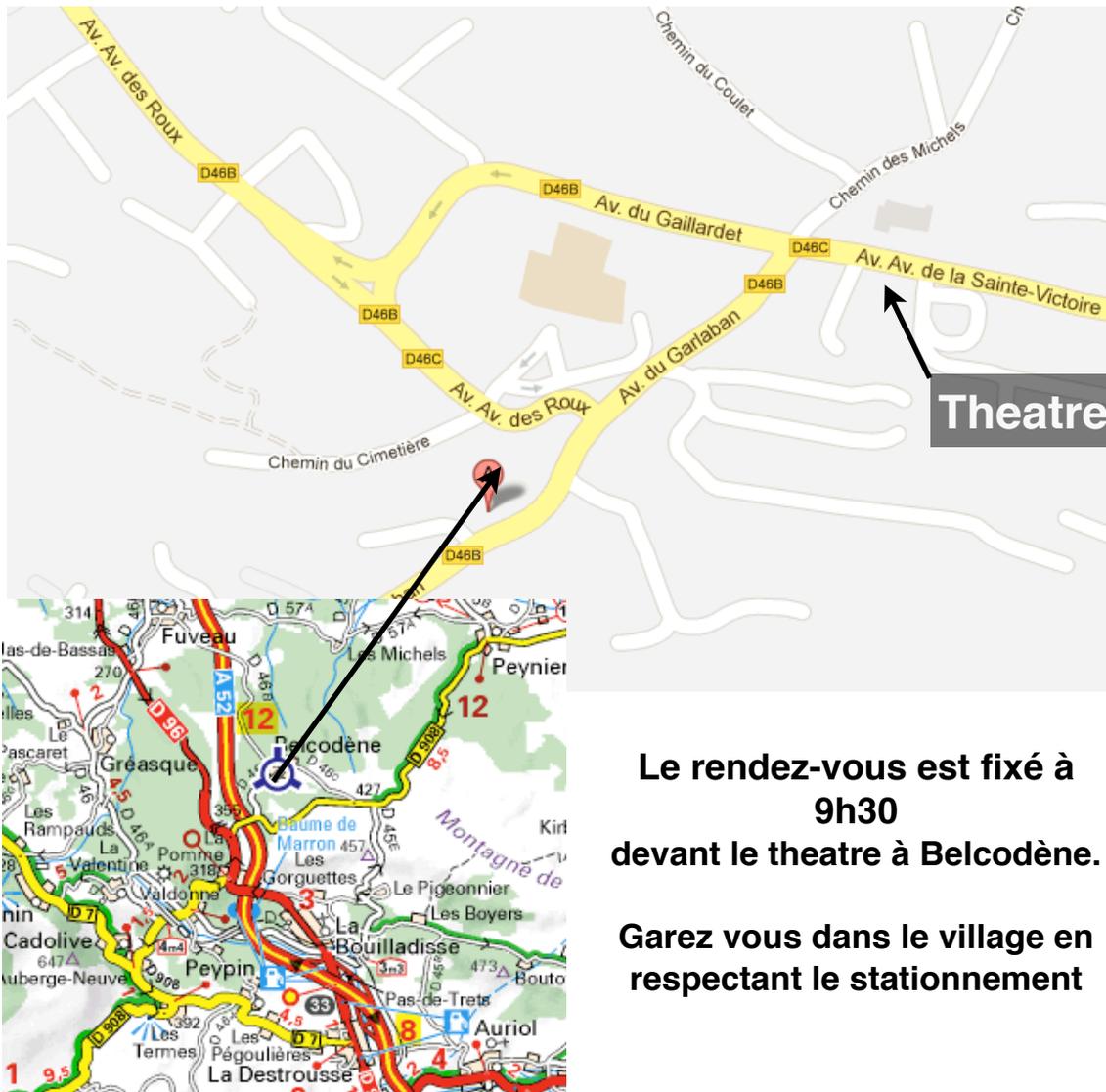
Balade contée
Nouvelles d'Afrique
La campagne «le juste fruit»
Accaparements des terres
Agrocarburants

Acheter équitable

7 rue martinot
la boutique s'appelle
"monde équitable"
ouvert du mardi au samedi
de 10h à 18h30

**Avez-vous la nouvelle plaquette du Groupe Peuples Solidaires du pays d'Aubagne ?
Demandez la lors de la sortie du 20 Mai**

Balade contée à BELCODÈNE



**Le rendez-vous est fixé à
9h30
devant le theatre à Belcodène.**

**Garez vous dans le village en
respectant le stationnement**

Et cette année que nous a préparé notre merveilleuse équipe de saltimbanques et notre super accompagnateur ?

JO nous fera visiter Belcodène et ses environs pour en faire son historique : Nous verrons Belcodène, puis nous sillonnerons le plateau à la rencontre de nos ancêtres celto-ligures présents à Belcodène dans deux oppida, nous pourrons alors découvrir de beaux paysages en bordure de falaises, nous croiserons sur notre chemin des beaux postes de chasse témoignages actuels des hommes chasseurs contemporains. La traversée du plateau nous permettra aussi d'apprécier une flore très variée.

Dans ces collines des surprises nous attendent.

Et bien sûr c'est notre fidèle ami Mohamed ADI conteur de l'Association Le Pied Nu qui nous les a préparées avec ses amis musiciens, troubadours et conteurs de tous poils. Juliette HAYEME, Domitille SALLIER, et Géraldine BALDINI, belles conteuses, viendront également se joindre aux joyeux lurons.

Thème de cette année : les Mille et une Nuits

Voyage au pays des tapis volants, des bons génies et de djinns...

Nouvelles d'Afrique , voyage de décembre 2011

Nous élargissons depuis au moins 3 ans nos visites à Kalembouly par un circuit au Mali. Cela s'est fait grâce à des partenariats que certains membres du groupe entretiennent avec d'autres associations aubagnaises. On peut difficilement se comporter en touriste au contact de certaines situations, d'où notre initiative dans un village peul du pays Dogon . Robert vous en parle dans ce bulletin .

Notre visite à Kalembouly a permis de voir que le barrage réalisé en 2010 remplit bien sa fonction. La retenue permet d'avoir une étendue d'eau toute l'année, ce qui donne la possibilité à de nombreux troupeaux de venir s'abreuver. De plus le sous-sol est mieux alimenté en eau et les puits s'assèchent moins vite .

Nous avons eu l'agréable surprise de voir que le village a pris l'initiative de peindre les portes et l'intérieur des maisons en voûtes nubiennes où nous logeons à l'occasion et qui servent pour l'alphabétisation et autres réunions. Nous vous proposons à nouveau si le cœur vous en dit de tester ce mode de séjour.

La plateforme meunière multifonctionnelle est enfin en marche et nous avons assisté à la première mise en marche cet hiver. C'est un soulagement pour beaucoup de femmes.

Nous avons mis en place à la rentrée 2011 une aide à la scolarisation au Collège que nous renouvellerons . Cela représente une aide à l'inscription pour 106 élèves ,y compris les redoublants, d'un montant de 1600 Euros . La répartition et les listes ont été préparées et suivies par un étudiant Aboubakar et la remise aux familles s'est faite avec plusieurs responsables du village .

L'école primaire est toujours dans nos priorités, 305 € versés pour les fournitures. Les enfants de Kalembouly sont actuellement répartis sur 2 écoles (Bitiako – Kal et Kalembouly). Une nouvelle classe sera ouverte en 2012 dans celle du village et il faut loger le nouvel instituteur. Il est aussi urgent de créer un forage pour cette école car l'eau est loin et portée par les mères.

Nous avons constaté aussi bien au Burkina qu'au Mali la mauvaise pluviométrie entraînant de faibles récoltes. A Kalembouly la soudure ne devrait pas poser de problème, mais de nombreuses régions auront du mal. Cette baisse de pluviométrie est générale et cela force les paysans à s'adapter à ces nouvelles conditions météo. Le changement climatique est en route !

On ne peut terminer sans parler de l'instabilité au Mali qui a déjà provoqué des déplacements de population. Saidou notre correspondant à Ouaga nous a dit récemment que des populations qui fuient le Nord Mali arrivent jusqu'à Ouaga . Quand on sait que l'instabilité qui règne au Mali est due en grande partie aux conséquences des événements en Lybie où de nombreux Touaregs étaient enrôlés comme mercenaires on voit l'effet domino des interventions étrangères dans un pays. Nous sommes très inquiets sur la suite des événements.

Nous ne pouvons finir sans redire l'accueil chaleureux et les relations d'amitié que nous recevons au village avec des échanges enrichissants à chaque rencontre. Les gens de Kalembouly vous remercient beaucoup pour l'aide que vous leur apportez.

Lors d'un voyage au Mali en 2011 au Pays **Dogon**, notre guide nous a emmenés dans un village peul sédentarisé. Autrefois et encore aujourd'hui cette ethnie est pastorale donc passe d'un pays à l'autre à la recherche de pâturages et entre souvent en conflit avec les villageois de différents pays.

Donc cette population peul au Pays Dogon s'est stabilisée. Nous avons rencontré un village extrêmement pauvre, pour nous le plus parmi les centaines de villages traversés. Totalement déscolarisés, quelle solution pour inciter les parents à envoyer leurs enfants à l'école ? Et le guide a eu l'idée de compenser partiellement le non rendement du travail à court terme d'un enfant qui irait à l'école primaire par 100 kg de mil.

La proposition a été acceptée par 29 familles en septembre 2011, les sacs ont été livrés.

A Pâques 2012 nous avons demandé au même guide de nous donner l'état de présence à l'école primaire des enfants peuls.

La réalité est là, il n'en reste que 3 et nous avons refinancé la rentrée scolaire septembre 2012 dans le même esprit.

Campagne de Peuples Solidaires Le juste fruit !

Faites campagne avec nous pour le respect des droits des travailleurs-ses et de l'environnement dans la production de banane et d'ananas. Découvrez ce qui se cache derrière ces fruits savoureux !
www.lejustefruit.org

Soutenez la campagne «le juste fruit» en signant l'appel urgent :



Honduras : les femmes s'insurgent

<http://www.lejustefruit.org/impliquez-vous/appels/appel-urgent-honduras-8-mars-4>

Au Honduras, le melon représente 11% des exportations agricoles. Il est cultivé surtout par des femmes qui constituent 60% de la main d'œuvre. Contrats précaires à répétition, journées à rallonge, salaires en dessous du minimum national, discrimination, accès aux services de santé quasi inexistant : les violations de leurs droits sont nombreuses. C'est notamment le cas chez Suragroh, filiale du géant mondial Fyffes. A l'occasion de la Journée internationale des femmes, notre partenaire local COSIBAH en appelle à la solidarité pour que les droits fondamentaux des femmes au travail soient respectés. Ecrivez à Fyffes et au gouvernement pour soutenir les femmes du Honduras !

Message à Fyffes, avec copie à Suragroh et à COLSIBA

Monsieur,

J'ai été informé-e par Peuples Solidaires/ActionAid et COLSIBA des violations systématiques des droits des femmes employées dans vos plantations de melons. Aussi, je vous exhorte à :

- appliquer la législation nationale en matière de salaires minimum et exiger de votre filiale Suragroh qu'elle augmente les salaires de base en conséquence ;*
- installer des cliniques périphériques aux plantations dans les zones où les femmes travaillent ;*
- respecter les conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) signées par le Honduras, en particulier la convention n°111 concernant la discrimination.*

Sincères salutations,

Soutenez nos actions, adhérez et/ou faites un don :

Nom, prénom :

Adresse :

Déclare adhérer au Groupe Peuples Solidaires du pays d'Aubagne
(cotisation de base : 5 €)

Verse la somme de €
(déductible en partie des impôts dans une certaine limite... !)

A renvoyer : **GROUPE PEUPLES SOLIDAIRES** pays d'Aubagne
c/o André SEILER Impasse du Castellet 13400 AUBAGNE

Le 17 avril est la journée internationale des luttes paysannes, commémorant le massacre de 19 paysans qui se battaient pour la terre et la justice au Brésil en 1996. Chaque année à cette date, des actions ont lieu dans le monde entier pour les droits des paysannes et paysans. Ce 17 avril 2012, ce sera l'occasion pour les mouvements sociaux français de créer un Collectif citoyen français contre les accaparements de terres.

Aujourd'hui, de nombreuses communautés paysannes à travers la planète luttent contre l'accaparement de leurs terres. Ces dix dernières années, au moins 203 millions d'hectares de terres, près de 4 fois la taille de la France métropolitaine, auraient fait l'objet d'accaparements à travers la planète¹. Des actions seront organisées contre ce phénomène dans toute la France à l'appel de la Via Campesina et de la Confédération Paysanne. Pour Christian Roqueirol de la Confédération Paysanne,

Journée mondiale des luttes paysannes

Ensemble pour mettre fin aux accaparements de terres !

« L'accaparement et l'artificialisation des terres sont des problèmes auxquels les paysannes et paysans qui défendent leur souveraineté alimentaire font face dans tous les pays. Nous organisons donc des mobilisations populaires à travers la France pour faire connaître leurs luttes en faveur d'une agriculture au service de l'humain et de l'environnement ».

Pour faire face à cette ruée vers les terres, plus de 900 organisations à travers la planète ont signé l'Appel de Dakar contre les accaparements de terres². Les organisations françaises signataires de cet appel s'unissent donc dans un Collectif citoyen français contre les accaparements de terres.

Comme l'explique Antoine Bouhey de Peuples Solidaires *« face à l'ampleur du phénomène, nous devons faire front pour soutenir les luttes des paysannes et paysans contre les accaparements de terres et dénoncer les violations de droits auxquelles participent les entreprises qui accaparent les terres »*.

Les organisations membres du Collectif soutiennent un meilleur encadrement juridique de l'activité des entreprises et un renforcement des droits fonciers des communautés. Une première étape doit être l'adoption en mai et la mise en œuvre des "Directives Volontaires sur la gouvernance responsable des régimes fonciers des terres, pêches et forêts", dont le texte final a été négocié en mars à Rome dans le cadre du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA).

Pour Clara Jamart d'Oxfam France, *« les Etats ont la responsabilité d'empêcher les accaparements de terres : c'est ce que rappellent ces directives, qu'ils doivent intégrer dans leurs législations pour faire réellement respecter les droits des usagers des terres. Ils ne le feront que sous la pression des mouvements sociaux qui se mobilisent dès le 17 avril pour les pousser à intégrer ces directives au plus vite ! »*

Organisations signataires :

AGTER, les Amis de la Terre, CCFD-Terre solidaire, la Confédération Paysanne, Fédération Artisans du Monde, Oxfam France, Peuples Solidaires/ActionAid France, Secours Catholique, Sherpa, SOLIDARITE, Survie, Terre des Hommes France.

Le 05 avril 2012 - L'Ademe publie aujourd'hui son « Avis sur les biocarburants de 1ère génération »¹. Il fait suite aux résultats de deux études françaises qui analysent les émissions de gaz à effet de serre dues au changement d'affectation des sols engendré par le développement des agrocarburants (et dont le RAC-F et FNE étaient membres). Une étude de l'INRA analyse les résultats de recherches internationales et une étude d'In Numeri, l'impact des agrocarburants produits en France.

Si des terres agricoles sont utilisées pour produire des agrocarburants, il faut trouver, ailleurs dans le monde, d'autres terres

pour produire des aliments et potentiellement transformer des forêts, prairies ou tourbières en terres cultivées.

L'étude de l'INRA est claire : l'impact de ce changement

d'affectation des sols (CAS) sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) est indiscutable. Plus de la moitié des évaluations analysées suggèrent même qu'en prenant en compte toutes les émissions engendrées par les agrocarburants (production, utilisation et CAS), elles sont supérieures à celles du carburant fossile de référence ! De même, plus de 66% des évaluations montrent que les émissions totales sont au dessus du seuil de réduction de 35% fixé par la Directive Énergie renouvelable².

Dans son avis, l'Ademe avance quelques uns de ces résultats mais elle les relativise et continue à défendre ces carburants végétaux.

Pour Lionel Vilain, conseiller technique agriculture de France Nature Environnement : « *L'objectif ultime est bien de réduire les émissions gaz à effet de serre en Europe. Il est aberrant d'incorporer des agrocarburants dans les transports alors que ceux-ci ne vont pas contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre ! Certes, les données sur les émissions dues au*

CAS sont délicates à évaluer mais le message délivré actuellement laisse entendre que l'intérêt des industriels prime sur les aspects environnementaux ! »

Pour Diane Vandaele du Réseau Action Climat : « *Il est clair aujourd'hui que la complexité du sujet sert à noyer les questions de fonds dans des débats d'experts et à repousser les décisions politiques. Maîtriser la demande reste LA priorité et à défaut d'obtenir rapidement un encadrement satisfaisant de la production d'agrocarburants, il faut remettre en cause l'objectif de 10% d'incorporation ».*

Agrocarburants et changement d'affectation des sols ou comment noyer les questions de fonds dans des débats d'experts...

Comme mentionné dans l'Avis de l'Ademe, les conséquences néfastes du développement des agrocarburants à grande échelle touchent aussi

la "souveraineté alimentaire" des populations du Sud en entraînant une forte volatilité des prix alimentaires et l'accaparement de terres.

Mais d'après Antoine Bouhey de Peuples Solidaires/ ActionAid : « *La question est tranchée pour beaucoup d'organisations internationales³ qui ont demandé aux gouvernements d'arrêter leur soutien aux agrocarburants. La Commission européenne et la France doivent se prononcer sur cette question en prenant en compte les droits des communautés affectées plutôt que les intérêts des industriels européens ».*

Alors que la question des facteurs CAS a été retirée de l'ordre du jour du conseil Environnement du 9 mars dernier, les associations demandent toujours à la France de s'engager clairement au niveau européen pour que cette question trouve une issue lors du Conseil de juin. La communication qui est faite aujourd'hui ne laisse présager rien de bon pour le climat, les forêts et certaines populations de Sud...